

Les retours des enfants de l'exil chilien
L'empreinte du politique dans les parcours d'insertion¹

C'est sous un angle générationnel que la question des retours² sera ici abordée : les retours d'enfants d'exilés politiques chiliens³. C'est-à-dire de jeunes gens qui ne sont bien souvent pas nés, à moins qu'ils n'y aient que très peu vécu, dans le pays d'origine de leurs parents⁴. Le terme de retour est donc sémantiquement incorrect pour qualifier leur migration. Pourtant, ces jeunes sont communément appelés *retornados*⁵ que ce soit à l'intérieur de la « communauté » exilée ou de la société chilienne comme dans leur propre discours : « *Moi, je ne retournerai jamais au Chili sans mon père* », dit en cours d'entretien Diego (22 ans, graphiste, né en France et qui n'a jamais été au Chili). La littérature scientifique, pour le moins francophone et hispanophone, portant sur le retour reprend également cette terminologie sans l'interroger. Et il en va de même dans la manière d'appréhender la (ré)insertion de ces jeunes gens dans la société chilienne, elle semblerait aller de soi et ne pas devoir poser problème « *puisqu'ils sont chiliens* » ! Les réalités sont évidemment toutes autres. Mais dans les mentalités, aller au Chili, ce serait donc y retourner même si on n'y a jamais vécu. C'est ainsi la filiation qui serait prédéterminante dans l'attribution de l'appartenance à un ensemble national. Ce qui est somme toute assez répandu dans les représentations communes sur ceux que l'on nomme les « secondes générations », et qui sont constamment renvoyés à la « culture » du pays « d'origine », c'est-à-dire celui de leurs parents.

Il y aurait-il eu transmission d'une *identité nationale*, d'une *identité culturelle*, et peut-être dans le contexte chilien d'une *identité politique* ? C'est aux modalités et contenus de ces transmissions que je m'intéresserai dans un premier temps de cette communication. Il semble en outre impensable d'aborder une problématique identitaire sans rappeler combien les identités ne sont pas des données naturels, mais qu'elles sont au contraire des construits, élaborés et constamment réélaborés dans des rapports sociaux, engageant ceux qui nomment (et qui ont le pouvoir de nommer et d'imposer ces noms), et ceux qui sont nommés et/ou se nomment parfois eux-mêmes. La question des attributions identitaires, ici celle de *retornado* tout particulièrement, et l'influence de celles-ci dans les relations qu'ont ces jeunes migrants avec le Chili (en tant que représentation mêlant la terre, la patrie et son histoire nationale, le peuple chilien et « *sa culture* ») constitueront un autre temps de l'analyse. Je privilégierai ici l'angle du politique⁶, car c'est bien là la spécificité de la migration chilienne d'alors. Aux

¹ Fanny Jedlicki, doctorante à l'université Paris 7, URMIS.

² C'est à la diversité des situations que l'on est confronté quand on étudie la question du retour des migrants en général. Ainsi dans le cas chilien, ce sont les appartenances socio-économiques, générationnelles, politiques, les périodes de départ et de retour ainsi que les pays d'exils de chacun qui font varier les situations.

³ Suite au coup d'état du 11 septembre 1973 dirigé par Augusto Pinochet et la répression violente menée contre les militants et sympathisants de l'Unité Populaire, 250 à 500 000 Chiliens prennent les routes de l'exil.

⁴ Il y a bien sûr des enfants plus âgés qui ont quitté le Chili avec leurs parents, mais l'exil aurait plus massivement touché une population jeune, n'ayant souvent pas encore constitué de famille.

⁵ Littéralement : « retournés ». Je conserverai ce substantif espagnol employé pour qualifier les Chiliens revenus vivre au pays

⁶ Je n'exploiterai pas toute la richesse du matériel récolté durant mon travail de terrain, réalisé pour ma thèse de sociologie. Cette dernière porte sur les retours des enfants de réfugiés chiliens, et une partie de son terrain consiste en une soixantaine d'entretiens approfondis auprès de jeunes *retornados*, âgés de 20 à 40 ans, issus essentiellement de la classe moyenne, venus d'Amérique Latine et Centrale, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique

yeux des familles réfugiées, l'exil politique se distingue des autres phénomènes migratoires par son caractère involontaire, résultant d'une activité militante et d'une persécution du fait de cette activité : les *retornados* ont quitté le Chili puis y sont revenus pour des raisons motivées officiellement par le politique. L'exil, très structuré politiquement, en porte également la marque. C'est pour mettre à jour cette place prépondérante du politique, et aussi de la violence et de la migration qui y sont liées, que j'emploie l'expression *les enfants de l'exil*, soulignant ainsi à quel point leur histoire s'imbrique à la trajectoire de leurs parents.

La thématique de la mémoire familiale est donc au cœur de ce sujet. S'il est indéniable que ce n'est pas la même chose de vivre un événement (mémoire « vécue ») que d'en entendre et partager le récit (mémoire « reçue »), la seconde constitue un phénomène tout aussi réel, agissant et légitime que la première. Mes recherches montrent combien les relations au pays d'origine, au sentiment et à l'identité national(e), à la culture (c'est-à-dire aux codes, pratiques et valeurs) des *enfants de l'exil* ne s'inscrivent pas seulement dans leurs imaginaires ; que l'appartenance à une communauté ou à une culture est bien réelle, que les codes peuvent s'approprier et enfin que le « paradis perdu » peut s'incarner dans un quotidien terrestre à l'issue d'un processus d'insertion ! Serait-ce là une spécificité qui tiendrait au caractère original de la migration chilienne ? Il y a en effet un lien très fort entre parents et enfants dans les épreuves de l'exil⁷, qui engendre un type de relation complexe et puissant avec le pays et son histoire.

Enfants de victimes...

La dimension tragique des parcours parentaux brisés par la violence⁸ renforce ces liens invisibles qui unissent étroitement l'histoire des enfants à celle de leurs parents. Il y a en effet eu transmission, à des degrés plus ou moins élevés, des expériences traumatiques (telles la torture, l'emprisonnement, le déchirement de l'exil, etc.) qui laissent des empreintes psychiques et physiques dans les familles ; à tel point qu'il semble y avoir chez les enfants de réfugiés une « prise en charge des conflits, des traumatismes psychiques qui appartiennent à la réalité vécue par les parents »⁹ ; les cauchemars de certains, rappellent ceux des descendants des survivants des camps de concentration nazis¹⁰. Les orphelins qui ont perdu l'un ou leur deux parents (assassiné(es) ou disparu(es)) se trouvent dans une situation encore plus extrême. Ce sont ainsi de souvenirs non-vécus dont héritent les plus jeunes : « *Quand on est enfant de [ces militants de l'Unité Populaire], on a quelque fois l'illusion d'avoir tout vu à Santiago : on se souvient de faits que nous n'avons pas vécus et de personnes que nous n'avons pas connues.* »¹¹

du Nord. Ces entretiens furent menés à Santiago du Chili entre décembre 2001 et juillet 2002, ainsi qu'à Paris (2000-2004).

⁷ Ce que remarque également Martine Dubois, « Le vieillissement chez d'anciens réfugiés politiques espagnols », in *Le vieillissement des immigrés en région parisienne*, G. Noiriel (dir.), 1992.

⁸ Sous le régime pinochétiste, les militants et sympathisants de gauche et d'extrême gauche sont systématiquement pourchassés, arrêtés, emprisonnés, torturés, assassinés, portés disparus, expulsés : on recense à la fin de la dictature 4 000 assassinats politiques, près de 2 000 disparitions et 300 000 à 400 000 arrestations et cas de torture.

⁹ Martine Ulriksen-Vignar, « La transmission de l'horreur » in Jeanine Puget (dir.) *Violence d'État et psychanalyse*, Bordas, Paris, 1989, p. 124.

¹⁰ Les vécus traumatiques sont bien réels chez les enfants de survivants, à défaut qu'ils aient vécu réellement les causes du traumatisme : Nathalie Zadjé, *Souffle sur tous ces morts et qu'ils vivent ! La transmission du traumatisme chez les enfants de survivants de l'extermination nazie*, Ed. La Pensée Sauvage, 1993, pp. 87-88.

¹¹ Antonia Garcia Castro, *La mort lente des disparus au Chili sous la négociation civils-militaires (1973-2002)*, Maisonneuve et Larose, 2002.

De nombreux enfants de réfugiés chiliens semblent s'identifier fortement aux trajectoires parentales.

... héroïsées

Les exilés chiliens font figures de héros aux yeux de leur progéniture. Ceux qui ont participé à un vaste mouvement social et politique, à une époque caractérisée par une grande liberté et solidarité, qui ont su traverser et survivre à de si terribles épreuves, en « *luttant pour leurs idées* » apparaissent parfois comme des modèles à suivre, bien que difficiles à égaler. Les exilés chiliens sont valorisés dans la plupart des pays qui leur offrent le refuge et où grandissent leurs enfants. Il semble qu'il y ait là une autre des spécificités de l'exil chilien, qui jouit d'une aura légitime, que n'ont pas tous les exils. C'est en effet un gouvernement démocratique, doté d'une renommée internationale certaine dans les années soixante-dix¹² qui fut renversé. Le bon accueil et la solidarité que reçurent les réfugiés dans de nombreux Etats, la condamnation de la dictature militaire, comme l'image de l'exilé chilien en tant que victime et martyr reconnu à l'étranger s'expliquent en grande partie par cela.

Et l'héritage idéologique de ces anciens militants, souvent militants de toujours, est très souvent revendiqué par leurs enfants. Il convient toutefois de noter que dans certains cas, ce militantisme est condamné par certains qui s'érigent contre « *la politique qui leur a volé* » cette mère toujours en réunion ou ce père grave et silencieux absorbé dans « *ses pensées sur le Chili* », si ce n'est la vie de l'un d'entre eux. Pourtant tous les enfants de réfugiés constatent qu'ils ont hérité des valeurs « *de gauche* » de leurs aînés. Il s'agit effectivement davantage, dans cette transmission, de valeurs fondamentales, d'une certaine sensibilité, que de strictes idéologies, ou comme le dit Marina (23 ans, étudiante vétérinaire, *retornada* de France en 1991) d'« *une politique de vie, davantage qu'une politique de partis* ».

Ainsi, être désigné et se désigner comme « *enfant d'exilé chilien* » dans la plupart des pays de refuge offre une identité valorisante, étayée par des codes et valeurs politico-morales : on est enfant de héros, certes mais de héros persécuté. Il y a ainsi identification à la trajectoire parentale et beaucoup de jeunes se désignent comme « *nous les exilés* » ; cette identification signifie dans le même temps prise en charge d'une partie des souffrances parentales, et s'accompagne d'un fort sentiment d'injustice, voire d'un désir de réparation. Auxquels s'ajoute un substrat culturel et identitaire, lui aussi transmis pendant l'enfance.

Le « Chili de rêve »

Pour de nombreux exilés l'un des châtiments de l'exil serait que leurs enfants « *oublie le Chili* ». L'éducation apparaît donc comme un enjeu premier, et peut s'articuler autour de certaines règles, telle l'obligation de parler espagnol à la maison, des devoirs hebdomadaires d'histoire chilienne, l'inscription des enfants aux *pionneros* (« scoutisme » laïc, dépendant d'organisations politiques de gauche, dans lesquels l'entretien d'un certain type de folklore chilien est mis en avant)... Mais c'est le plus souvent spontanément, au quotidien, que se transmettent langue, valeurs et habitudes, goûts et façons de voir, comme le sentiment d'être chilien.

Les récits de la terre d'origine sont marqués du sceau de la nostalgie et de l'idéalisation de ce pays que l'on n'a pas choisi de quitter. Et l'on retrouve de véritables

¹² La révolution par les urnes, le « *socialisme à la chilienne* » respectueux des voies démocratiques d'accès au pouvoir jouit en effet d'une grande popularité dans le monde politique de gauche, voire centriste, dans ces années de guerre froide. Il n'est en revanche pas du tout au goût de Richard Nixon, alors président des Etats-Unis, dont les services secrets participèrent au renversement de l'Unité Populaire.

clichés dans la bouche de très nombreux réfugiés : qu'il s'agisse de la nourriture (le vin chilien ou les *empanadas* qui sont présents à toute réunion communautaire), de la fameuse cordillère (élément symbolique s'il en est puisqu'elle apparaît comme une frontière naturelle délimitant le pays qu'il faut re-traverser à nouveau), ou encore les merveilleux paysages de cette lagune du terre s'étendant du désert aux glaciers de l'antarctique... autant de souvenirs magnifiés par la distance et le temps, entretenus et réalimentés par toute la communauté au rythme des fêtes et réunions politiques ou à caractère socio-culturel. Les enfants convertissent ainsi le Chili en un véritable Eden, à la végétation extraordinaire, où les relations humaines sont perçues comme plus chaleureuses et authentiques que celles des pays d'exil, d'autant plus s'il s'agit des pays du Nord. La terre parentale devient source d'orgueil national, un endroit où « *les melons ont la taille des pastèques* » et dont on revendique l'appartenance, quand bien même on n'y a jamais vécu.

Ce Chili raconté par les parents est aussi le pays d'autrefois, de l'Unité Populaire, avec ses grandes manifestations et ses conquêtes sociales. Et les enfants imaginent bien souvent un peuple chilien solidaire et combatif, profondément anti-pinochétiste, une représentation infondée¹³ qui leur fait affronter au moment des voyages une sévère déception. On raconte et idéalise également la famille lointaine, inconnue ou mal connue, mais qui semble faire cruellement défaut à l'étranger, où le groupe familial est réduit à sa portion congrue, la cellule nucléaire.

Finalement, le pays duquel se sont échappés les parents, devient dans l'imaginaire de certains quasiment un lieu de refuge : c'est bien souvent dans le rêve ou le projet « *d'aller un jour au Chili* » qu'ils s'échappent, quand les « *galères* » du quotidien leur tombent dessus, comme s'ils disposaient d'un mieux-être en devenant dans la possibilité de « *rentrer* » au Chili. Ils ont surtout intériorisés l'idée que là-bas c'est « *chez eux* » et adhèrent donc au mythe du retour (dont le sens contient bien cette idée du foyer : aller au Chili se serait donc rentrer « *chez soi* »), qui s'exprime avec plus ou moins de force dans chaque famille de réfugiés¹⁴. Certains vont même jusqu'à dire que l'on « *se sent chilien depuis qu'on est petit, on était donc prédisposé à revenir* » (jeune *retornado* de France, interviewé par Anne Marie Gaillard¹⁵ au Chili). Pourtant lorsque le projet de retour devient réel, ils sont également nombreux à le contester. En effet, dès le début des années 80, surtout à partir de 1984 (avec la publication des premières « *Listas* » donnant les noms des personnes « *autorisées au retour* »), on assiste aux premiers retours. Cependant la vague la plus significative numériquement aura lieu après la chute de la dictature et le retour de la démocratie, à partir de 1990. On estime approximativement que seuls 30 % des réfugiés politiques seraient revenus vivre au Chili.

De l'imagination à la confrontation au Chili

Les travaux portant sur le retour des exilés chiliens¹⁶ montrent tous que le retour est une expérience douloureuse et très difficile pour l'ensemble du groupe familial, d'aucun allant jusqu'à parler de « *deuxième exil* ». Marina (23 ans, étudiante vétérinaire, *retornada* de France

¹³ Il convient de rappeler que lors du plébiscite du 5 octobre 1988 (où les Chiliens sont appelés à s'exprimer sur un possible maintien au pouvoir, sans élections d'Augusto Pinochet), l'ancien dictateur, obtient 43,1% des voix.

¹⁴ Si le retour est espéré par tous dans les premiers temps de l'exil, il devient au fil du temps de plus en plus mythique. Les comportements vont là diverger dans les familles, certains s'installant progressivement en exil, d'autres gardant toujours « *les valises ouvertes* », d'aucun encore se sentant tiraillés entre un quotidien en exil (ou post-exil) et un retour constamment différé dans le futur.

¹⁵ Anne-Marie Gaillard, *Exils et retours : itinéraires chiliens*, CIEMI & L'Harmattan, 1997, p. 270.

¹⁶ Anne-Marie Gaillard (*ibid.*) en France, tandis qu'au Chili ce sont surtout des psychologues ou psychosociologues (membres d'ONG) qui ont travaillé la question, dans une optique clinique.

en 1991) m'explique que si nous avions fait l'entretien cinq ans après son arrivée au Chili, elle m'aurait parlé en ces termes :

« *Je souffrais beaucoup, j'avais beaucoup de rancœur, je me sentais exilée dans le pays qui a exilé mes parents (...) dans mon propre pays...* »

Pourtant Marina est restée au Chili, elle considère aujourd'hui ce pays comme étant « *le sien* » et affirme y être bien. Si certains comme elle finissent par s'établir au Chili, beaucoup repartiront néanmoins dans les pays d'exil. La (ré)insertion dans la société chilienne peut ainsi s'envisager comme un processus, constitué d'étapes difficiles et douloureuses¹⁷. Or quelle place occupe le politique, fil rouge de cette communication, dans ce processus, au moment des retours ?

En effet, le paradis perd nombre de ses couleurs d'Epinal quand a lieu la rencontre tant désirée. Les enfants y sont alors confrontés à la distance qui existe entre eux, chiliens d'origine et de cœur, et ceux qui sont restés au pays. Il s'agit de décalages socioculturels bien sûr, mais aussi de cette fracture aux accents idéologiques, séparant les exilés des autres Chiliens et qui se réalise souvent au sein des familles, que l'on voulait tant connaître ! Il y a également un fort décalage entre les représentations que l'on se faisait du pays en exil, et les réalités rencontrées. Il est vrai que le Chili s'est beaucoup transformé sous le régime militaire, avec sa politique ultra-libérale qui s'inscrit dans les bons indices de production comme dans les indicateurs élevés de pauvreté, l'architecture urbaine « *américanisée* » ou encore les mentalités.

C'est également la représentation que ces jeunes gens avaient de leur identité qui est ébranlée. En effet, beaucoup d'entre eux se revendiquaient chiliens dans les pays où ils ont grandi, pays qui leur accordaient, en général cette étiquette plutôt valorisante. Mais une fois au Chili, ils prennent conscience de tous les codes qu'ils ne manipulent pas, de toutes les évolutions (comme la langue) que leurs parents, transmetteurs, et eux-mêmes, n'ont pas vécues. La confrontation avec ces différences apparaît notamment en milieu scolaire, espace social par excellence des jeunes gens, dont l'entrée est coûteuse (examen, démarches compliquées pour obtenir des équivalences, redoublement parfois imposé...). Il faut s'habituer au port de l'uniforme, à de nouvelles formes d'enseignement, se confronter à ses lacunes dans certaines disciplines (l'histoire nationale particulièrement) comme dans les rapports interindividuels ; l'institution scolaire chilienne a en outre comme particularité de former de véritables promotions : les élèves se côtoient de la maternelle jusqu'au baccalauréat, formant des groupes soudés et quelque peu hermétiques à la nouveauté. Ainsi beaucoup vont connaître l'expérience du rejet (des moqueries jusqu'à la marginalisation) en milieu scolaire, au moment du retour, et ce à la fois parce qu'y ils sont perçus comme étrangers et comme enfants d'exilés.

Les stigmates du retornado

Il convient de rappeler que dans tout processus migratoire, politique ou non, le retour au pays est pour le moins ambigu. Celui qui est parti est souvent considéré comme un « traître » qui a refusé de continuer à partager les expériences quotidiennes (misère, violences, etc.) de la communauté nationale. Il peut être également suspecté d'être si « repu » par les richesses des pays développés, qu'il en aurait perdu sa « culture d'origine »¹⁸. Ainsi,

¹⁷ *Exilio 1978-1986*, FASIC 1986. De l'euphorie des retrouvailles des premiers temps à la « galère » : il faut affronter de très grandes difficultés matérielles au niveau du logement, du travail, comme dans les relations familiales et sociales, avec des retombées psychologiques et morales particulièrement douloureuses.

¹⁸ Abdelmalek Sayad, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil, 1999.

les réfugiés chiliens auraient, aux yeux de leurs compatriotes, vécu un « *exil doré* » : ils vont jusqu'à être surnommés « *boursiers de Pinochet* », expression sous-entendant que l'expulsion leur aurait été finalement profitable. Ils ne sont en effet pas considérés comme des victimes légitimes au Chili. Malgré le retour à la démocratie en 1990, le déni de la torture, des morts, disparitions et souffrances de l'exil, va longtemps régner. Aujourd'hui encore, malgré de récentes actions judiciaires ou politiques pour en « *finir avec ce passé là* »¹⁹, l'impunité dont jouissent la plupart des « *bourreaux* » recouvre une histoire officielle controversée. L'amnésie chilienne partielle est insupportable à vivre pour les anciennes victimes de la dictature. D'autant plus pour les *retornados* que sont passées sous silence les expériences de l'exil et du retour ; en effet le champ de dénonciation des abus de la dictature est essentiellement, sinon exclusivement, dominé par la question des disparus, évacuant les nombreuses autres exactions commises du débat public²⁰. La non reconnaissance officielle et nationale des préjudices subis entraîne une négation de soi, renvoyant chacun à un parcours exceptionnel et non une histoire collective. Minoritaires, les anciens réfugiés chiliens occupent une place illégitime dans la société chilienne post-dictatoriale et dans l'interprétation de son passé récent.

Pire, ils ne sont pas non plus reconnus par leurs camarades de gauche restés clandestinement au Chili, qui les considèrent comme des « *lâches* » qui se seraient quasiment expatriés, qui n'ont pas mené la lutte contre la dictature²¹. Cette mauvaise réputation des *retornados* s'appuie également sur l'image négative que s'est forgée une partie de la population de la classe politique de gauche, aujourd'hui au pouvoir. Et les enfants héritent eux aussi de ces stigmates : Andrea raconte comment, au sein d'un parti d'extrême gauche, on essayait de la culpabiliser de ne pas avoir vécu la dictature : « *ceux qui venions de l'extérieur, on y était les 'whyskies-izquierda' (la gauche caviar)* » (Andrea, 33 ans, anthropologue, *retornada* d'Angleterre et du Botswana en 1986). Finalement, le terme de *retornado* classe les individus dans des catégories qui appartiennent au registre politique (qui peuvent être également morales : « bon »/ « méchant »), avec leurs lots de signifiants stigmatisants et valorisants, selon la posture de l'interlocuteur : il signifie, dans toutes les consciences « ancien exilé », c'est-à-dire opposant au régime pinochétiste (ou pro-allendiste...). Les termes « *retornado* », « *exilé* », « *communiste* » deviennent synonymes pour une grande partie de la population. Or, pendant la dictature, les opposants au régime cachent leurs opinions politiques, et les enfants apprennent très tôt à repérer à qui ils peuvent parler sans crainte ou non. Cependant, certaines informations filtrent sans qu'ils puissent réellement les contrôler : le fait d'avoir vécu à l'étranger, l'accent qui peut se révéler dans leur élocution, certaines habitudes vestimentaires, culinaires, relationnelles etc. venues d'ailleurs, sont ainsi autant d'indicateurs du positionnement idéologique supposé de la famille. Se nommer ou être désigné comme *retornado* constituent donc une manière de se positionner, et/ou d'être identifié politiquement parlant. Si certains tentent d'éviter de mentionner leur expérience en exil, pour éviter la discrimination, d'autres tirent au contraire un certain orgueil de la trajectoire familiale, qu'ils revendiquent. Enfin, certains d'entre eux vont s'engager

¹⁹ Qui ont fait cependant évoluer notablement la situation.

²⁰ Antonia García Castro, *ibid.*, 2002.

²¹ Il existe à l'intérieur de la gauche chilienne persécutée une véritable *hiérarchie des victimes*, et donc des personnes dont la parole et l'action politique seraient les plus légitimes, qui classe les individus sur une échelle symbolique allant de « *l'immigré économique* » qui aurait « *profité* » de l'asile politique pour venir vivre en Europe, au disparu, presque béatifié dans cette mort sans sépulture, en passant par le martyr, torturé dans les geôles de Pinochet avant de se faire expulser du pays, ainsi que l'exilé « *volontaire* », parti de lui-même afin d'éviter la répression.

politiquement, incarnant l'un des fondements et devoirs du retour : « *venir lutter contre Pinochet* ».

La militance politique comme axe structurant des trajectoires d'insertion

Il convient de distinguer deux périodes : les retours sous la dictature et les retours dans les années 90, en démocratie. Le contexte militant, les enjeux, les modes d'action et les représentations de l'engagement politique sont en effet bien distincts selon ces deux périodes. Militier dans un parti de gauche ou « *d'ultra-gauche* » (Jeunesse Communiste et Socialiste, ou dans une version armée le Mapu-Lautaro, le Frente Patriótico Manuel Rodríguez, le MIR pour n'en citer que les principaux) dans les années 80, apparaît comme une évidence pour beaucoup d'adolescents qui vont s'engager, parfois au péril de leur vie. Ce sont en majorité les mêmes qui aujourd'hui, déçus profondément par la politique du gouvernement démocratique pour lequel ils se sont battus, se détournent de la politique au point de ne plus aller voter²² : on parle de « *démocratie négociée* » au Chili, la coalition de partis de gauche et du centre, la *Concertación*, au pouvoir depuis 1990 poursuit la politique économique libérale du régime militaire, tandis qu'elle n'avance que très frileusement sur la question des droits de l'Homme. Tandis que les jeunes gens arrivés dans les années 90 n'ont pas rencontré la même effervescence politique, les enjeux étant différents, ils se sont engagés moins massivement. Le contexte politique chilien comme le discrédit des grandes idéologies de gauche et de l'engagement politique au niveau mondial peuvent expliquer en partie ce désengagement et ce non-engagement désenchanté.

La mise en perspective des expériences politiques des uns et des autres, invite à constater que les jeunes retornados arrivés sous la dictature, faisant l'expérience de celle-ci et du militantisme, connaissent une meilleure insertion dans la société chilienne que les autres retornados.

Un groupe de pairs

Les tableaux que dressent les personnes interviewées des expériences militantes de ces années là ont toujours les mêmes traits. Il semble y avoir eu une grande homogénéité des comportements, des codes et valeurs de ces jeunes militants de gauche de ces années-là. Serait-ce dû à l'expérience de la clandestinité²³ mêlée au prestige dont jouit un militantisme « guévariste », nimbé d'un certain romantisme exalté par l'âge tendre, dans la gauche latino-américaine héritière de « *ses révolutionnaires* » ? Quoiqu'il en soit tous ont connu les réunions clandestines, les sorties nocturnes pour peindre des slogans anti-pinochétistes sur les murs de la ville, les manifestations avec les *guanacos* (les voitures blindées à lance d'eau), leurs slogans (« *il va tomber, il va tomber...* ») et le « *kit* » du manifestant (« *on avait l'habitude donc à chaque fois qu'on sortait on prenait toujours un petit tube de vinaigre, citron, sel, mouchoir et tout* » raconte Silvi (28 ans, surveillante de lycée, *retornada* de France au Chili en 1984, repartie en France en 1995)) contre les bombes lacrymogènes utilisées par la police, les grandes dates de mobilisation (le 11, le « *jour du jeune combattant* »...), l'usage de surnoms « politiques », et jusqu'aux entraînements paramilitaires pour certains...

²² Il s'agit d'un mouvement en vogue aujourd'hui au Chili, où le vote est obligatoire. Ils seraient plus de deux millions de « *non-inscrits* » refusant de participer à un système politique dont on se défie, au cri de « *tous pourris* » !

²³ Les partis politiques sont interdits dès septembre 1973 et ce jusqu'à l'hiver 1987, quand débute la campagne pour le référendum qui chassera Pinochet du pouvoir.

Autant d'expériences communes, ritualisées, de ce petit milieu d'interconnaissance, où les amitiés et amours se nouent²⁴ et où l'on se reconnaît aisément : il y a un look de « *jeune de gauche* » (à la « *Che Guevara* » comme dit Andrea (33 ans, anthropologue, *retornada* d'Angleterre et du Botswana en 1986), hippie, avec les cheveux longs, la barbe et la boucle d'oreille pour les garçons et pour tous la tenue la plus négligée possible), mais aussi des goûts musicaux bien particuliers, des bars fétiches, des lectures incontournables...

On fait parfois ses premières armes en politique dans le milieu scolaire, en participant aux grèves lycéennes et étudiantes notamment. Il y a à Santiago plusieurs écoles qui s'affichent volontairement à gauche, ayant notamment comme objectif d'accueillir les enfants des victimes de la dictature militaire²⁵. Nombreux sont les enfants *retornados* à fréquenter ces structures. Elles seront pour certains le lieu d'apprentissage de l'histoire parentale et nationale comme d'élaboration d'une image identitaire valorisée liée à « *cette histoire là* ». En effet, l'environnement à la fois protecteur (tel est l'objectif de ces écoles), l'entre-soi idéologique et formé par l'expérience commune de la répression, a un fort effet normatif. Quelques uns pourtant ne supportent pas cette ambiance, la jugeant trop fermée, marginale, voire peut-être marginalisante, par rapport au reste de la société chilienne. Cependant la majorité des anciens élèves disent s'y être épanoui, que cela leur a facilité le retour et en conserve encore aujourd'hui bons souvenirs, amitiés et expériences politiques importantes.

L'insertion favorisée

Qu'est-ce qui s'opère finalement dans cette expérience militante ? On appartient à un groupe de semblables, de pairs, dont on partage valeurs et pratiques communes, et qui vous reconnaissent comme membres du groupe. Le reste de la société vous catégorise également comme membre de ce groupe là. Or n'est-ce pas là justement le propre de l'insertion et de sa dynamique ? Se sentir faire « partie de » comme être reconnu « membre de », en partageant concrètement avec d'autres des expériences et codes communs ? Ainsi ce qui semble important c'est s'inscrire dans un groupe d'affiliation. Certes il s'agit ici d'une minorité, dominée qui plus est, mais d'une minorité qui prend corps dans le paysage chilien interne. Etre accepté, faire partie d'un groupe politique semble ainsi constituer un saut qualitatif dans le processus d'insertion dans la société nationale : on est passé de l'exil au Chili. De plus le caractère politique de cette expérience (d'autres ont en effet connu semblable expérience au sein d'autres groupes de pairs, qu'ils soient générationnels, amicaux ou *retornados* du même pays) contribue à accroître le sentiment d'appartenance, à se sentir chilien. Ceci ne serait pas relatif uniquement à la situation chilienne, si l'on en croit Pénélope Larzillière²⁶ : les jeunes *returnees* palestiniens, qui sont rentrés dans les territoires occupés après les accords d'Oslo (1995) et qui vont connaître la seconde Intifada et le vécu quotidien de l'oppression, vivent le

²⁴ Il est alors impensable de fréquenter quelqu'un de non politisé ou de droite, tant la politique structure les relations sociales : « *Parce que le Chili à ce moment là était divisé en deux : pour les fêtes que l'on faisait, on allait à celles de ceux de notre côté, et ceux de l'autre côté faisaient leurs trucs aussi. J'avais des camarades de classe qui pensaient différemment que moi politiquement, je ne leur parlais pas. Et eux non plus ne me parlaient pas. Jamais ça n'a été plus loin, pas d'amitié. Parce qu'ils ne voulaient rien à voir avec un communiste, et n'importe qui qui disait quelque chose contre Pinochet était communiste, et nous on en avait rien à foutre d'eux, de ces fachos... et tout ça, ça a pris beaucoup de temps, je dirais jusqu'à la moitié des années 90 plus ou moins... avant que l'on soit plus relax dans ce sens [et qu'on se parle]* » raconte Timoty, 35 ans, ingénieur, arrivé au Chili en 1985 de RDA.

²⁵ Il s'agit des écoles privées suivantes : l'école latino-américaine d'intégration, Ruben Dario, Fransisco Miranda.

²⁶ Et sa communication « Les jeunes *returnees* : de la distance à l'intégration ? » à laquelle j'ai assistée, au cours du colloque « Les *returnees* palestiniens après les accords d'Oslo » organisé par l'IISMM à Paris le 4 mars 2004.

même processus. Cette expérience et l'engagement militant qu'elle va notamment entraîner, induiraient en effet chez eux un changement conséquent du rapport à la Palestine et à une identité palestinienne, rejetée dans un premier temps. On constate dans ces deux cas que l'engagement militant constitue un facteur accélérateur du processus d'appartenance.

« J'ai commencé à m'habituer, à connaître des gens d'ici et j'ai commencé à trouver une sorte d'autre famille ici [elle milite aux Jeunesses Communistes, à la Commission Nationale des Jeunes Retornados, à la commission Pro-retorno de la commission des Droits de l'Homme] et là j'ai commencé à comprendre que ce que je faisais était super important, et je me sentais faire partie prenante de tout un processus, comme si tu étais en train d'écrire l'Histoire » raconte Andrea (33 ans, anthropologue, *retornada* d'Angleterre et du Botswana en 1986).

Car il convient de préciser enfin qu'il s'agit dans le cas chilien d'un militantisme mettant en œuvre l'héritage idéologique reçu et un projet de société fédérant les espoirs des *retornados* et des Chiliens de gauche restés au pays : mettre fin à la dictature et rétablir la démocratie. C'est donc dans un objectif national, liant la conception de l'Etat et de son gouvernement à un sol et une société, à laquelle on a toujours cru et senti appartenir, que l'on se bat. On se projette dans la nation, faisant preuve d'un certain type de patriotisme revendiqué. Cela serait d'autant plus agissant que cet objectif est remporté, puisque en 1988, avec le plébiscite, puis en 1989, avec les élections présidentielles, Pinochet est chassé du pouvoir et la *Concertacion* prend la tête du gouvernement. Ceux qui ont donc milité sous la dictature dans ce but, se sentent dans un premier temps appartenir au camp des vainqueurs, basculant ainsi du côté des majoritaires.

Il est temps de conclure sur ces quelques réflexions à partir des situations vécues par certains jeunes *retornados* chiliens, qui nous montrent à quel point l'exil politique confère un poids particulier au sentiment national et identitaire, aux relations tissées avec la société des parents, et ainsi à une migration qui est bien un retour, tout aussi particulier soit-il.